

Centenaire du Liban : "L'ingérence étrangère est structurelle dans le pays"

Mise à jour 02.09.2020 à 18:44

Par Pierre Desorgues

Le 1er septembre 1920, le général français Henri Gouraud proclamait solennellement à Beyrouth, au nom de la France, la naissance du Liban. Cent ans après la création du pays, que veut dire être Libanais aujourd'hui ? Le pays connaîtra-t-il enfin une réelle indépendance ? Entretien avec Henry Laurens, professeur au Collège de France.

Fondé en 1920, le pays aux élites francophones et francophiles devenait ensuite indépendant le 22 novembre 1943. Société plurielle aux nombreuses communautés religieuses, la société libanaise a construit son système politique sur le confessionnalisme et connu une histoire mouvementée. Le Liban peut-il aujourd'hui se réinventer ?

TV5MONDE : Le général français Henri Gouraud proclame la création du Grand-Liban le 1er septembre 1920. Peut-on dire que le Liban est une création française ?

Henry Laurens : Les choses sont toujours complexes. La France dans un premier temps a le projet de création d'une grande Syrie. Durant cette période les Français parlent de "*Syrie naturelle*" dont la France serait la gestionnaire. Cette Syrie naturelle ferait de cette région une entité francophone. Les gens, qui militent dans les réseaux politiques français, dans ce sens-là, sont d'ailleurs appelés le parti syrien. Au début de 1919, on adopte le principe du mandat de la société des Nations (NDLR : organisation internationale précédant l'Organisation des Nations unies). Aura-t-on alors deux mandats ? L'un français et l'autre britannique ? Les Américains demandent que les populations soient consultées et puissent se prononcer sur le choix de la puissance mandataire. Et les habitants qui sont sous contrôle français demandent à être Britanniques et les gens sous contrôle britannique demandent à être Français.

Les nationalistes arabes syriens refusent, eux, le mandat de la France. Les chrétiens du Liban veulent de leur côté la France comme puissance mandataire. Le patriarche maronite, qui se rend à Paris en 1919, négocie avec le gouvernement français. L'accord est le suivant : les chrétiens acceptent la puissance mandataire française et en échange la France crée un État libanais. Et c'est sur cette base que se constitue l'État libanais. Les Français ont ainsi mis fin à l'idée d'une Syrie unitaire. La décision est prise en août 1920 d'attacher au Mont Liban la plaine agricole de la Bekaa. Les Français rajoutent au dernier moment la région de Tripoli qui n'était pas du tout libanaise mais plutôt de culture syrienne. On rattache aussi au Liban une zone au sud peuplée majoritairement de chiïtes. Et les chiïtes ne sont pas mécontents. Ils ne voulaient pas être dans une grande Syrie unitaire où ils seraient dominés pas les sunnites. Au sein du Liban, ils sont une des composantes des communautés du Liban.

L'identité libanaise s'est-elle construite avant la Première Guerre mondiale et l'arrivée des Français ?

Avant 1914, au sein de l'empire ottoman, on trouve ce que l'on appelle alors le Levant. Ce Levant s'étendait d'Alexandrie en Égypte à Salonique en Grèce sur tout le pourtour de la Méditerranée orientale. Le littoral libanais était un des lieux très forts de ce Levant. Et ce Levant était francophone. Le Levant était donc une civilisation de l'échange fondée sur la Francophonie. C'était le cas aussi à Alexandrie et à Salonique. Cette civilisation de l'échange était tenue par des étrangers comme à Alexandrie en Égypte avec des Grecs ou des Italiens. Au Liban, le Levant est tout à fait autochtone. Ce sont des élites chrétiennes et musulmanes qui participent à cette société levantine. Beyrouth est une agglomération qui devient importante à la fin du XIXème siècle. La ville est un port ouvert sur tous les continents. Face au littoral, se trouve ce que l'on nomme la montagne libanaise.

Cette montagne est marquée par l'héritage historique de l'émirat de la montagne (NDLR : *l'émirat du Mont Liban est une entité politique relativement autonome de l'empire ottoman aux frontières*

changeantes). En 1860, la montagne libanaise devient une province autonome dans l'empire ottoman avec un règlement complexe. Ce district est dirigé par un gouverneur chrétien mais qui n'est pas originaire de la région. Et l'élection se fait sur une base confessionnelle et les chrétiens sont majoritaires.



Les gens de la montagne, par l'exode rural, s'installent de plus en plus dans les zones littorales. A partir de la fin du XIXème siècle, on voit le développement de ce que l'on appelle une idéologie libaniste qui veut la création d'un état libanais. Cela correspond pour l'époque à une autonomie renforcée au sein de l'empire ottoman avec une extension sur le littoral du district autonome de la montagne.

Durant cette période apparaît une autre forme d'appartenance identitaire, le phénicisme. Cette idéologie s'appuie sur le souvenir des Phéniciens (*NRLR : les Phéniciens sont un peuple antique qui a vécu dans les frontières de l'actuel Liban. Le phénicisme consiste à donner une identité commune aux habitants du Liban en affirmant que les Libanais sont des descendants de ce peuple*). Ce phénicisme est facilité par la connaissance archéologique des Phéniciens, qui progresse à la fin du XIXème siècle. On assiste aussi au développement de la culture moderne avec des écoles et des universités au Liban. Beyrouth abrite les deux seules universités au Proche-Orient en 1914 que sont l'université américaine de Beyrouth et l'université jésuite francophone. Durant la Première Guerre mondiale la grande catastrophe de la famine du mont Liban fait des milliers de morts. Et donc les libanistes (*NDLR : les tenants d'une identité libanaise*) exigent la création d'un État libanais qui soit agrandi par des territoires qui auraient des ressources agricoles. Ils veulent en particulier l'annexion de la plaine de la Bekaa au futur Liban.

Comment caractériser cet État libanais ?

L'acte de 1920 pose des tas de problèmes. La montagne libanaise avait des privilèges fiscaux et juridiques. Elle se trouve donc en 1920 dans le Grand-Liban. Faut-il supprimer les privilèges fiscaux de la montagne ? Les gens de la montagne ne sont pas contents de la suppression de ces avantages. L'intégration des gens de la montagne et des gens du littoral n'est pas une chose aisée.

Le second problème est d'intégrer toutes les composantes de la société et donc c'est le renforcement du système communautaire qui existait déjà en 1914. Cet État libanais, qui naît le 1er septembre, est administré directement par les Français avec l'aide des élites locales. L'État libanais devient la république du Liban en 1926.

Dans les années 30, les réalités démographiques montrent que les chrétiens risquent de ne plus être majoritaires avec la création de ce Grand-Liban. Durant les premières décennies de la république libanaise, certains chrétiens libanais voudraient réduire la superficie du Liban pour que les chrétiens restent majoritaires. Ils veulent, par exemple, rendre Tripoli à la Syrie parce que la région de Tripoli est majoritairement musulmane.

Le système confessionnel au Liban

Au moment de l'indépendance en 1943, un pacte non écrit est scellé entre les différentes communautés du pays. Les chrétiens s'engagent à renoncer à la protection de la France et les musulmans renoncent à leurs horizons syrien ou arabe.

Au recensement de 1932, les chrétiens représentent 51% de la population contre 49% de musulmans. Le pacte entérine la séparation des pouvoirs entre les communautés. Aux maronites revient la présidence de la République. Le chef du gouvernement devra être un musulman sunnite. Le Parlement sera présidé par un chiite.

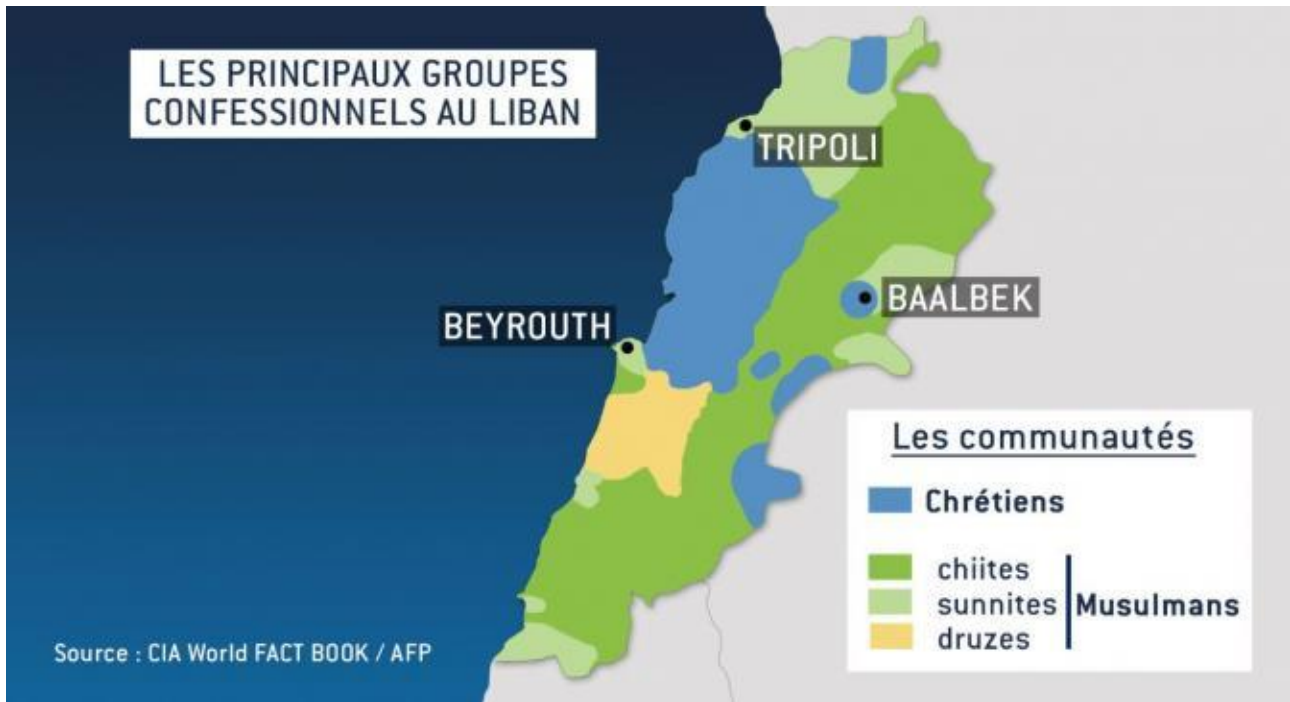
Les accords de Taef en 1989 mettent fin à la guerre civile. Et le système confessionnel est confirmé. Mais la réalité du pouvoir exécutif change de main. Le président de la République qui reste un chrétien perd une partie de ses pouvoirs au profit du chef de gouvernement sunnite. Ce système confessionnel est contesté par de nombreuses manifestations de rue, surtout depuis 2018. Il est perçu comme l'un des points de blocage qui empêche tout renouvellement de la classe politique par les manifestants.

L'acte de création du Grand-Liban est-il à l'origine des déchirures que le pays a connues plus tard ?

C'est trop tôt pour le dire à ce moment-là. Créer un Grand-Liban en 1920 n'a rien de différent de la création de la Palestine mandataire ou de l'Irak en 1920 et de la Syrie qui sont les états successeurs de l'empire ottoman. Le traité de Lausanne en 1923 met fin à l'empire ottoman. Juridiquement donc les nationalités apparaissent dans ces anciens territoires de l'empire ottoman. Peut-on dire que la division qui a été faite après la Première Guerre était artificielle ? C'est toujours très difficile à dire mais ce découpage est resté et donc les gens l'ont adopté. Les Français et les Britanniques ont dessiné les contours de la carte et les arabes l'ont coloriée.

La Syrie, de son côté, n'a jamais accepté la création de ce Grand-Liban. Le Grand-Liban compte des territoires que la Syrie considère comme syriens. C'était vraiment le cas de la région de Tripoli qui était vraiment réellement en 1920 de culture syrienne et non pas de culture libanaise et la plaine de la Bekaa. Ensuite l'affaire a été compliquée à partir de 1945 parce que les Français ont gouverné la Syrie et le Liban comme un ensemble unique. D'ailleurs les Français n'ont pas posé de bornes frontières entre le Liban et la Syrie. Certains territoires restent ainsi contestés aujourd'hui entre les deux pays comme les fermes de Chebaa ou certains secteurs de la vallée de la Bekaa.

Sous le mandat français, la division entre le Liban et la Syrie est donc purement politique. Beaucoup de choses sont alors gérées en commun. C'est ce que l'on appelle les "intérêts communs" que sont alors la fiscalité et la douane. Après 1945, la Syrie adopte un mode économique dirigiste et le Liban a un modèle plus axé sur le libéralisme. Après 1950, la Syrie met fin aux intérêts communs.



Comment peut-on définir l'identité libanaise ? L'appartenance à la communauté confessionnelle l'emporte-t-elle sur le fait d'être Libanais ?

Le phénicisme définit les Libanais comme non-arabes. On veut se distinguer du monde arabe. Le Liban s'est en fait surtout fermé comme toutes les sociétés arabes à cette époque. En outre, les Palestiniens arrivent massivement (*NDLR : une centaine de milliers de réfugiés pour une population libanaise d'un million d'habitants*) au Liban après l'expulsion de 1948 en Palestine. Ces Palestiniens sont considérés comme des étrangers. Les bourgeois palestiniens, par des arrangements juridiques, obtiennent la nationalité libanaise mais les pauvres, eux, sont mis dans des camps et ils ne sortiront pas de leur statut de réfugié. Cette identité libanaise s'est donc surtout construite par rapport à l'autre, par rapport à l'étranger. Aujourd'hui cette opposition à l'étranger est dirigée contre les réfugiés syriens. Une majorité de Libanais veulent qu'ils partent.

Les communautés restent fortes dans le pays mais même pour un maronite libanais un maronite de Syrie reste un étranger.

Mais quel est le ciment entre ces communautés différentes ?

On trouve un roman national que l'on a tenté de construire. Mais encore aujourd'hui, les composantes du Liban n'arrivent pas à se mettre d'accord sur un simple manuel scolaire d'histoire pour toute la société. C'est une réalité. Ce qui fait l'unité du pays, en dehors de l'histoire et du roman national autour de l'émirat de la montagne ou des Phéniciens, réside dans l'unité économique et culturelle. Ce qui fait aussi l'unité du Liban, c'est la gigantesque diaspora libanaise présente sur tous les continents dans le monde. On compte trois ou quatre fois plus de Libanais dans le monde que dans le pays même. Ce lien est important. On se sent proche de ses cousins installés à Buenos Aires, Rio de Janeiro ou New York. Dans les villages libanais, depuis 1880, vous avez donc cette relation particulière avec le monde.

Le Liban dans les années 60 était considéré comme la Suisse du Moyen-Orient, un pays prospère et en paix. Et puis en 1975, le pays sombre dans la guerre civile. Que s'est-il passé ? Pourquoi ces communautés se font la guerre ?

La première crise sérieuse date de 1958 qui est conflit contre le président Camille Chaoun avec une dimension communautaire. Le Liban est une société où les gens sont armés. On trouve une tradition de violence. L'enjeu de la guerre pour les communautés restait le contrôle du Liban. Ce conflit n'a rien à voir avec le conflit en ex-Yougoslavie où les gens se battaient pour se séparer, pour ne plus vivre ensemble. Ces communautés libanaises étaient prêtes à vivre ensemble mais chaque communauté voulait prendre le dessus sur les autres.

Ces communautés se combattaient au Liban avec le soutien et l'aide de puissances étrangères. Le but était la reprise du contrôle de l'espace et de l'État par telle ou telle communauté.

Plus de 70 ans après son indépendance, on a le sentiment que le Liban a toujours été soumis à des influences étrangères - la Syrie, Israël puis l'Iran ou encore dernièrement l'Arabie saoudite. Comment expliquez-vous ces ingérences étrangères qui semblent presque permanentes dans l'histoire du Liban ?

Les Libanais ont le don de faire la guerre pour les autres. C'est ce qui est arrivé lors de la guerre civile. Le Liban est un système pluraliste qui attire toutes les puissances qui se battent dans la région. Ces interventions étrangères se reproduisent dans ce système politique libanais. Et au Liban, si une force politique A est soutenue par un pays Y, une force politique B sera automatiquement soutenue par un autre pays. C'est une mathématique libanaise. La dimension pluraliste et confessionnelle fait que cette ingérence est ainsi structurelle à la vie politique libanaise. Dans cette région, si vous n'êtes pas une dictature, vous êtes soumis à l'influence étrangère. Il faut mieux une société monobloc, contrôlée par une seule force politique pour ne pas favoriser le jeu d'alliances avec des puissances étrangères. Le système pluraliste confessionnel favorise l'ingérence et ces ingérences étrangères ne vont pas cesser.

La Syrie a, par exemple, la hantise d'une menace qui partirait du pouvoir libanais. En 1982, les Syriens sont intervenus parce qu'ils pensaient qu'Israël passerait par la vallée de la Bekaa pour envahir Damas. Pour Damas, le Liban est la porte d'entrée d'une invasion potentielle. Cette peur a été constante au sein de l'État syrien.

Le système politique actuel est basé sur le confessionnalisme. Peut-on assister avec les crises économiques et politiques actuelles à la fin de ce système politique ?

La situation politique est très sombre. La contestation dans la rue est dirigée contre la classe politique actuelle. Mais peut-on affirmer que cette contestation touche l'ensemble de la société libanaise ? Je ne pense pas. Les chiites ne veulent pas forcément remettre en cause le système. Les deux partis qui dominent la société chiite au Liban ont des intérêts dans le système. Amal (*NDLR : milice armée chiite des années 70 devenue un parti politique*) a des intérêts économiques dans le système. Ce parti est un des pires prédateurs de l'économie libanaise. Et le Hezbollah a forgé des alliances avec d'autres partis qui ont également des intérêts dans ce système politique. Le Hezbollah est très conservateur sur cet aspect de la société libanaise.

La fin du système confessionnel au Liban est loin d'être acté. L'idéal théorique du système confessionnel se trouvait dans le Liban des années 60. On trouvait à l'intérieur de chaque communauté deux partis dominants aux vues différentes. Et cela favorisait les alliances avec d'autres partis et cela favorisait l'intérêt commun. Aujourd'hui la communauté chiite est monolithique et les sunnites sont dominés par les Hariri. Ce que demande la rue c'est le départ de cette classe politique mais pour l'instant cette rue n'a pas de solution politique alternative. Elle n'a pas de leader, de personnalité charismatique capable de faire basculer cela.

Source : <https://information.tv5monde.com/info/centenaire-du-liban-l-ingerence-etrangere-est-structurelle-dans-le-pays-371784>